

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/42544]

24 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice et modifiant l'annexe 54 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois coordonnées du 31 décembre 1949 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, notamment l'article 6bis;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment les articles 5 et 7bis §13;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du 3^{ème} degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^{ème} année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice »;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice;

Vu l'avis n° 14 du Conseil général de l'enseignement secondaire du 20 octobre 2020 relatif au nombre de périodes de stage dans l'OBG puériculture-puériculteur/trice » dans un contexte de crise sanitaire ou en cas de force majeure;

Vu le « test genre » du 20 janvier 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation du 17 mars 2021 du Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

Vu le protocole de négociation du 15 mars 2021 du Comité de négociation, secteur IX Enseignement, du Comité des services publics locaux et provinciaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, réunis conjointement;

Vu l'avis n° 69.382/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la propagation du coronavirus COVID-19 et les mesures pour y faire face ont fortement perturbé l'organisation des stages dans l'enseignement secondaire, notamment dans les options de base groupées « puériculture », « aspirant/aspirante en nursing » et « puériculteur/puéricultrice »;

Considérant qu'après analyse et consultation des différents acteurs, il est apparu nécessaire de donner plus de flexibilité organisationnelle aux écoles, et ce, pas uniquement dans le contexte sanitaire actuel, mais également d'adapter la réglementation aux évolutions de la profession;

Considérant qu'il existe un minimum légal de 1.000 périodes de cours généraux, spéciaux et philosophiques réparties sur les 3 années d'études conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice;

Considérant qu'il y a lieu, lorsque survient un cas de force majeure, qui affecte l'ensemble des élèves et est défini comme tel par le Gouvernement, de pouvoir déroger au nombre minimum de 1.000 périodes de cours généraux, spéciaux et philosophiques prévu dans le programme des études et de diminuer ce nombre de périodes, en le multipliant par un coefficient réducteur unique fixé par le Gouvernement en fonction de la durée des perturbations ou de la suspension des cours, pour tous les élèves inscrits en cinquième et sixième années dans l'option de base groupée "puériculture" du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel ou dans l'option de base groupée "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de l'enseignement secondaire technique de qualification ou en septième année professionnelle "puériculteur/puéricultrice", étant donné la difficulté de respecter cette exigence de 1000 périodes dans les cas de force majeure, désignés comme tels par le Gouvernement, et ce, jusqu'à l'obtention par les élèves concernés du certificat de qualification de septième année de l'enseignement secondaire professionnel dans l'orientation d'études « puériculteur/puéricultrice », en raison de la difficulté de respecter cette exigence de 1000 périodes en cas de force majeure;

Considérant qu'il y a lieu lorsque survient un cas de force majeure, qui affecte l'ensemble des élèves et est défini comme tel par le Gouvernement, de pouvoir déroger au nombre minimum de 1.700 périodes de cours techniques et de pratique professionnelle prévu dans le programme des études et de diminuer ce nombre de périodes, en le multipliant par un coefficient réducteur unique fixé par le Gouvernement en fonction de la durée des perturbations ou de la suspension des cours, pour tous les élèves inscrits en cinquième et sixième années dans l'option de base groupée "puériculture" du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel ou dans l'option de base groupée "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de l'enseignement secondaire technique de qualification ou en septième année professionnelle "puériculteur/puéricultrice", étant donné la difficulté de respecter cette exigence de 1700 périodes dans les cas de force majeure, désignés comme tels par le Gouvernement, et ce, jusqu'à l'obtention par les élèves concernés du certificat de qualification de septième année de l'enseignement secondaire professionnel dans l'orientation d'études « puériculteur/puéricultrice », en raison de la difficulté de respecter cette exigence de 1700 périodes en cas de force majeure;

Considérant, toutefois, qu'il existe un minimum de périodes de cours généraux, spéciaux et philosophiques, d'une part, et de périodes de cours techniques et de pratique professionnelle en dessous duquel il n'est pas souhaitable de descendre, sous peine de mettre en péril l'acquisition par les élèves des savoirs et compétences élémentaires de la profession;

Considérant qu'il y a lieu, lorsque survient un cas de force majeure, défini comme tel par le Gouvernement, ayant pour effet de compromettre la réalisation des 1000 périodes de stages pour tous les élèves inscrits dans l'une des trois années conduisant à l'obtention du certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice », de pouvoir déroger au

nombre de minimum 1000 périodes de stages à effectuer avec fruit afin d'être admis à l'épreuve de qualification de puériculteur/puéricultrice et de diminuer ce nombre de périodes, en le multipliant par un coefficient réducteur unique, fixé par le Gouvernement, lorsque survient un cas de force majeure, défini comme tel par le Gouvernement, qui rend difficile la réalisation des 1000 périodes des stages en fonction de la durée des perturbations engendrées par le cas de force majeure;

Considérant toutefois qu'il existe un minimum de périodes de stages en dessous duquel il n'est pas souhaitable de descendre, sous peine de ne pas permettre aux élèves d'acquérir l'ensemble des savoirs et compétences nécessaires à l'exercice de la profession;

Considérant qu'aucune raison objective ne justifie plus actuellement que le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions, ou ses délégués, vise les certificats de qualification de "puériculteur/puéricultrice", alors que ce n'est pas le cas pour les autres certificats de qualification;

Considérant que les stages organisés pour les options de base groupées « Puériculture », « Puériculteur/Puéricultrice » et « Aspirant/Aspirante en nursing » sont rendus obligatoires en vue de l'obtention du Certificat de qualification;

Considérant que les élèves inscrits dans ces options de base groupées ne peuvent, en principe, pas effectuer les stages durant les vacances d'hiver, de printemps et d'été;

Considérant qu'il y a lieu, lorsque survient un cas de force majeure, défini comme tel par le Gouvernement, de déroger à l'obligation d'introduire une demande de dérogation auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, pour un report de stage entre le 1^{er} septembre et le 30 juin;

Considérant qu'il appartiendra dès lors au Conseil de classe, en concertation avec le Jury de qualification, d'acter le report du stage dans le dossier de l'élève;

Considérant qu'il y a lieu de supprimer la répartition des périodes de stages prévue pour chaque année d'études dans les options de base groupée « puériculture », « aspirant/aspirante en nursing » et "puériculteur/puéricultrice" et de plutôt viser leur réalisation au terme de la formation dans son ensemble;

Considérant qu'actuellement, aucun motif objectif ne justifie plus d'imposer aux élèves d'avoir effectué, au terme de la 6^{ème} année, un nombre minimum de périodes de stages différent selon l'option de base groupée suivie;

Considérant qu'il convient également d'adapter les types de stages aux prérequis actuels du métier de puériculteur/puéricultrice;

Considérant que, de ce fait, il convient de modifier le contenu des annexes 1 et 2 prévues par l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3^{ème} degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^{ème} année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice";

Considérant qu'il convient également de modifier le contenu des annexes 36 et 37 prévues par l'article 19, § 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice et de supprimer la mention relative aux stages sur les certificats de qualification délivrés dans l'option de base groupée « Puériculteur/Puéricultrice », et ce, afin d'éviter de préjudicier les élèves ayant obtenu leur certificat de qualification sans avoir pu, en raison d'un cas de force majeure, effectuer le minimum de 1000 périodes de stages;

Considérant qu'il convient également de modifier le contenu de l'annexe 54 prévue par l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice et de permettre la délivrance effective des titres, à tout moment de l'année scolaire jusqu'au 1^{er} décembre 2020, obtenus au cours de l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D), pour les options de base groupées hors régime CPU, à l'issue de l'année scolaire 2019-2020;

Considérant qu'il convient également de modifier le contenu de l'annexe 54 prévue par l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice et de permettre la délivrance effective des titres, à tout moment de l'année scolaire jusqu'au 1^{er} décembre 2021, obtenus au cours de l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D), pour les options de base groupées hors régime CPU, à l'issue de l'année scolaire 2020-2021;

Sur proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice*

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice, un troisième alinéa rédigé comme suit est inséré :

« Lorsque survient un cas de force majeure, désigné comme tel par le Gouvernement de la Communauté française, qui affecte l'ensemble des élèves et les empêche de suivre au moins 1.000 périodes de cours généraux, spéciaux et philosophiques, prévues à l'alinéa premier, ce nombre minimum de périodes peut être réduit, en multipliant celui-ci par un coefficient réducteur fixé par le Gouvernement de la Communauté française en fonction de la durée des perturbations ou de la suspension des cours, et ce, pour tous les élèves inscrits dans l'une des trois années de la formation menant à l'obtention du certificat de qualification de septième année de l'enseignement secondaire professionnel dans l'orientation d'études « puériculteur/puéricultrice », pour autant qu'ils aient au moins réussi la cinquième année de l'option de base groupée « puériculture » ou « aspirant/aspirante en nursing » au terme de l'année scolaire considérée. Le coefficient réducteur ne peut pas être inférieur à 0,72.

A défaut d'autre valeur fixée par le Gouvernement de la Communauté française, ce coefficient réducteur est fixé à 0,72. ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, un quatrième alinéa rédigé comme suit est inséré :

« Lorsque survient un cas de force majeure, désigné comme tel par le Gouvernement de la Communauté française, qui affecte l'ensemble des élèves et les empêche de suivre au moins 1.700 périodes de cours techniques et de pratique professionnelle, prévues à l'alinéa premier, ce nombre minimum de périodes peut être réduit, en multipliant celui-ci par

un coefficient réducteur fixé par le Gouvernement de la Communauté française en fonction de la durée des perturbations ou de la suspension des cours, et ce, pour tous les élèves inscrits dans l'une des trois années de la formation menant à l'obtention du certificat de qualification de septième année de l'enseignement secondaire professionnel dans l'orientation d'études « puériculteur/puéricultrice », pour autant qu'ils aient au moins réussi la cinquième année de l'option de base groupée « puériculture » ou « aspirant/aspirante en nursing » au terme de l'année scolaire considérée. Le coefficient réducteur ne peut pas être inférieur à 0,72.

A défaut d'autre valeur fixée par le Gouvernement de la Communauté française, ce coefficient réducteur est fixé à 0,72. ».

Art. 3. Le paragraphe premier de l'article 4 du même arrêté est désormais rédigé comme suit :

« Article 4. – § 1^{er}. Est admis à l'épreuve de qualification de « puériculteur/puéricultrice », l'élève qui a effectué avec fruit des stages comportant un minimum de 1 000 périodes de 50 minutes réparties sur les trois années d'études de « puériculteur/puéricultrice ».

Par dérogation à l'alinéa premier, lorsque survient, au cours des trois années d'études, un cas de force majeure, qui a affecté l'ensemble des élèves et est désigné comme tel par le Gouvernement de la Communauté française, peut être admis à l'épreuve de qualification de « puériculteur/puéricultrice », l'élève qui a effectué avec fruit des stages dont le minimum de périodes est fixé par le Gouvernement de la Communauté française, en multipliant le nombre de 1 000 périodes par un coefficient réducteur, fixé par le Gouvernement de la Communauté française sur base de la durée des perturbations engendrées par le cas de force majeure, et ce, pour autant que l'élève ait réussi la cinquième année de l'option de base groupée « puériculture » ou « aspirant/aspirante en nursing » au terme de l'année scolaire durant laquelle survient le cas de force majeure. Le coefficient réducteur ne peut pas être inférieur à 0,72.

A défaut d'autre valeur fixée par le Gouvernement de la Communauté française, ce coefficient réducteur est fixé à 0,72. ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3^{ème} degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^{ème} année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice"*

Art. 5. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du 3^{ème} degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^{ème} année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice", le signe « §1 » est inséré avant les mots « Sauf autorisation à demander au Ministre ».

Art. 6. A l'article 3 du même arrêté, un deuxième paragraphe rédigé comme suit est inséré :

« §2. Lorsque survient un cas de force majeure, désigné comme tel par le Gouvernement de la Communauté française, qui affecte l'ensemble des élèves et les empêche de suivre les nombres de périodes minimum fixés par l'article 4 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice, la demande d'autorisation prévue au premier paragraphe du présent article n'est pas nécessaire lorsque le report a lieu entre le 1^{er} septembre et le 30 juin. Il revient au Conseil de classe, en concertation avec le Jury de qualification, d'acter le report des stages dans le dossier de l'élève. ».

Art. 7. Les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 8 du même arrêté sont abrogés.

Art. 8. Le paragraphe 3 de l'article 8 du même arrêté est désormais rédigé comme suit :

« § 3. Au terme des trois années d'études conduisant à l'obtention du certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice", 1.000 périodes de stages minimums doivent être accomplies auprès d'enfants âgés d'un maximum 6 ans, à raison de :

1° 400 périodes minimum dans des Milieux d'Accueil d'Enfants (crèches), si possible avec des enfants à besoins spécifiques;

2° 250 périodes minimum dans des écoles maternelles, si possible avec des enfants à besoins spécifiques, en ce compris les classes d'accueil;

3° 150 périodes minimum et 200 périodes maximum qui peuvent être consacrées à des séminaires; ceux-ci sont notamment destinés à la préparation des stages, au partage d'expérience et à la réflexivité multidisciplinaire;

4° 80 périodes maximum pour des stages au choix de l'élève;

5° 50 périodes minimum et 150 périodes maximum pour des stages aux choix de l'école;

6° 20 périodes maximum pour des visites d'études; celles-ci sont destinées à la découverte ou à l'illustration de l'un ou l'autre aspect de la profession.

Pour les stages avec des enfants à besoins spécifiques, tant en Milieux d'Accueil d'Enfants qu'en écoles maternelles, les lieux de stages inclusifs sont à privilégier quand cela est possible au niveau de l'organisation. Au terme de ses trois années d'études, l'élève doit avoir travaillé auprès d'enfants à besoins spécifiques pendant au moins l'un de ses stages.

Le solde des périodes peut être affecté soit au renforcement des stages précités, soit à la poursuite d'objectifs spécifiques liés au projet d'établissement. ».

Art. 9. A l'article 8, du même arrêté, un paragraphe 4 rédigé comme suit est inséré :

« § 4. Lorsque survient un cas de force majeure, qui affecte l'ensemble des élèves et est désigné comme tel par le Gouvernement, et que le nombre minimum de 1.000 périodes de stages est revu à la baisse, le même coefficient réducteur doit être appliqué aux minima et maxima prévus au § 3, et ce, pour tous les élèves inscrits dans l'une des trois années de la formation, pour autant qu'ils aient réussi la cinquième année de l'option de base groupée « puériculture » ou « aspirant/aspirante en nursing » au terme de l'année scolaire considérée. ».

Art. 10. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Un relevé individuel des stages accomplis, dont le modèle est repris à l'annexe du présent arrêté est établi pour chaque élève ayant obtenu le certificat de qualification. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, les annexes 1 et 2 sont remplacées par l'annexe I jointe au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice*

Art. 12. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice l'annexe 36 est remplacée par l'annexe II jointe au présent arrêté.

Art. 13. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice l'annexe 37 est remplacée par l'annexe III jointe au présent arrêté.

Art. 14. Par dérogation à l'alinéa 2 du point 4 de l'annexe 54 relative aux instructions pour la rédaction des attestations, rapports, certificats et brevet délivrés au cours des études, prévue par l'article 26 du même arrêté, s'il s'agit d'un Certificat de qualification, le Certificat d'études de 6^{ème} année de l'enseignement professionnel, le Certificat d'enseignement secondaire supérieur, le Certificat d'études de 7^{ème} année de l'enseignement secondaire technique, les attestations de compétences complémentaires au Certificat de qualification ou le Certificat relatif aux connaissances de gestion de base, délivré au cours de l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D), pour les options de base groupées hors régime CPU, à l'issue de l'année scolaire 2019-2020, le titre pourra être délivré quel que soit le moment de l'année scolaire jusqu'au 1^{er} décembre 2020.

Art. 15. Par dérogation à l'alinéa 2 du point 4 de l'annexe 54 relative aux instructions pour la rédaction des attestations, rapports, certificats et brevet délivrés au cours des études, prévue par l'article 26 du même arrêté, s'il s'agit d'un Certificat de qualification, le Certificat d'études de 6^{ème} année de l'enseignement professionnel, le Certificat d'enseignement secondaire supérieur, le Certificat d'études de 7^{ème} année de l'enseignement secondaire technique, les attestations de compétences complémentaires au Certificat de qualification ou le Certificat relatif aux connaissances de gestion de base, délivré au cours de l'année complémentaire au troisième degré de la section de qualification (C3D), pour les options de base groupées hors régime CPU, à l'issue de l'année scolaire 2020-2021, le titre pourra être délivré quel que soit le moment de l'année scolaire jusqu'au 1^{er} décembre 2021.

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur et dispositions finales*

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption, à l'exception de l'article 14 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2020, et des articles 8 et 10 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Art. 17. La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

Annexe I

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du 3^{ème} degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^{ème} année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice »

« Annexe 1

COMMUNAUTE FRANCAISE

ETABLISSEMENT :

NOM :

PRENOM :

Relevé de stages pour l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice après l'option de base

Catégories de stages	Structures	Répartition des périodes de stages ¹	Nombre de périodes effectuées
Milieus d'Accueil d'Enfants (MAE)	Crèches	Min. 40 %	p.
	Structures accueillant des enfants à besoins spécifiques ²		p.
Enseignement	Ecoles maternelles et classes d'accueil	Min. 25 %	p.
	Classes accueillant des enfants à besoins spécifiques ²		p.
Séminaires	Séminaires	Min. 15 % Max. 20 %	p.

Catégories de stages	Structures	Répartition des périodes de stages ¹	Nombre de périodes effectuées
Stages au choix	Stages au choix de l'élève ²	Max. 8 %	p.
	Stages au choix de l'école ²	Min. 5% Max. 15%	p.
	Visites d'études	Max. 2%	p.

REMARQUES :

.....

 Date et signature de la Direction ou du responsable : ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice.

Bruxelles, le 24 juin 2021.

Le Ministre-Président,
 P.-Y. JEHOLET
 La Ministre de l'Education,
 C. DESIR

Notes

¹ Cette répartition est applicable jusqu'à 1000 périodes de stages. Le surplus peut être affecté soit au renforcement des stages précités, soit à la poursuite d'objectifs spécifiques liés au projet d'établissement.

² Préciser le type de structure ou d'établissement.

Annexe II

Annexe 36 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice

« ANNEXE 36 COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE CERTIFICAT DE QUALIFICATION DE SEPTIEME ANNEE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL

Orientation d'études : PUERICULTEUR/PUERICULTRICE

Dénomination et siège de l'établissement :

..... (1)

Enseignement secondaire : (23)

Orientation d'études : (11)

Le (La) soussigné(e), (2)

chef de l'établissement susmentionné, certifie que :

..... (2)

né(e) à (3), le (4)

1° a suivi du 1^{er} septembre au 30 juin (8)

en qualité d'élève régulier (régulière), la septième année d'études de l'enseignement secondaire de plein exercice

et a subi, avec succès, devant le jury, les épreuves de qualification dans l'établissement, dans l'enseignement et dans l'orientation d'études susmentionnés;

2° a terminé avec fruit la 6^e année de l'enseignement professionnel dans l'orientation d'études "Puériculture";

3° est titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur validé ou délivré par les Jurys des Communautés française, flamande ou germanophone;

En foi de quoi, il (elle) délivre le présent titre.

Donné à (5), le(4)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice.

Bruxelles, le 24 juin 2021.

Le Ministre-Président,
P.Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

Annexe III

**Annexe 37 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016
relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice
« ANNEXE 37 COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE CERTIFICAT DE QUALIFICATION DE SEPTIEME
ANNEE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL**

Orientation d'études : PUERICULTEUR/PUERICULTRICE
Dénomination et siège de l'établissement : (1)
Enseignement secondaire : (23)
Orientation d'études : (11)
Le (La) soussigné(e), (2)
chef de l'établissement susmentionné, certifie que :
..... (2)
né(e) à (3), le (4)
1° a suivi du 1^{er} septembre au 30 juin (8) en qualité d'élève régulier (régulière), la septième année d'études de l'enseignement secondaire de plein exercice et a subi, avec succès, devant le jury, les épreuves de qualification dans l'établissement, dans l'enseignement et dans l'orientation d'études susmentionnés;
2° est titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur validé ou délivré par les Jurys des Communautés française, flamande ou germanophone, obtenu dans l'orientation d'études aspirant(e) en nursing;
En foi de quoi, il (elle) délivre le présent titre.
Donné à (5), le (4)

Le (La) chef d'établissement
Le(La) titulaire

Le(La) délégué(e) du pouvoir organisateur,
Sceau du Ministère
(mention facultative) ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^{ème} année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice.

Bruxelles, le 24 juin 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2021/42544]

24 JUNI 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de gegroepde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant-nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs, alsook betreffende het 7de jaar beroepssecundair onderwijs dat leidt tot het kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger en tot wijziging van bijlage 54 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de gecoördineerde wetten van 31 december 1949 betreffende de toekenning van academische graden en het programma van de universitaire proeven, inzonderheid op artikel 6bis;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 houdende de algemene structuur van het secundair onderwijs en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op de artikelen 5 en 7bis, §13;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot vaststelling van de geldigheidsvoorwaarden en de verdeling van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant-nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs en voor het 7de jaar dat leidt tot het kwalificatiegetuigschrift "kinderverzorger";

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgerster;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op advies nr. 14 van de Algemene Raad voor het Secundair Onderwijs van 20 oktober 2020 betreffende het aantal stagelestijden in de gegroepeerde basisoptie kinderopvang in een context van gezondheids crisis of in geval van overmacht;

Gelet op de "gendertest" van 20 januari 2021, uitgevoerd in toepassing van artikel 4, paragraaf 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 17 maart 2021 van het onderhandelingscomité tussen de regering en Wallonie Bruxelles Enseignement en de federaties van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs Code de l'éducation basse et de l'enseignement secondaire;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 15 maart 2021 van het onderhandelingscomité, sector IX Onderwijs, van het Comité voor lokale en provinciale overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, gezamenlijk vergaderend;

Gelet op het advies nr. 69.382/2 van de Raad van State, uitgebracht op 7 juni 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en de maatregelen die zijn genomen om dit virus te bestrijden, de organisatie van de stages in het secundair onderwijs ernstig hebben verstoord, inzonderheid in de basisopties die zijn gegroepeerd onder de noemers "kinderverzorging", "aspirant-nursing" en "kinderverzorger";

Overwegende dat, na onderzoek en raadpleging van de verschillende actoren, het noodzakelijk bleek de scholen meer organisatorische flexibiliteit te geven, niet alleen in de huidige context van de gezondheidszorg, maar ook om de regelgeving aan te passen aan de evolutie van het beroep;

Overwegende dat er een wettelijk minimum is van 1000 lestijden algemene, bijzondere en filosofische vakken, gespreid over de drie studie jaren die leiden tot het kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger;

Overwegende dat, wanneer zich een geval van overmacht voordoet, dat alle leerlingen treft en door de regering als zodanig wordt aangemerkt, van het minimumaantal moet kunnen worden afgeweken van 1000 lestijden van algemene, bijzondere en filosofische leergangen waarin het leerplan voorziet, en dit aantal lestijden te verminderen door het te vermenigvuldigen met een enkele verminderingcoëfficiënt die door de regering wordt vastgesteld naar gelang van de duur van de verstoring of schorsing van de leergangen, voor alle leerlingen die zijn ingeschreven in het vijfde en zesde leerjaar van de gegroepeerde basisoptie "kinderverzorging" van de derde graad van het beroepssecundair onderwijs of in de gegroepeerde basisoptie "aspirant-nursing" van de derde graad van het technisch secundair kwalificatieonderwijs of in het zevende beroepsopleidingsjaar "kinderverzorger", gezien de moeilijkheid om te voldoen aan deze eis van 1.000 lestijden in gevallen van overmacht, als zodanig door de regering aangewezen, totdat de betrokken leerlingen het kwalificatiegetuigschrift van het zevende jaar van het secundair beroepsonderwijs in de studierichting "kinderverzorger" behalen, als gevolg van de moeilijkheid om deze eis van 1000 lestijden na te leven in geval van overmacht;

Overwegende dat, wanneer zich een geval van overmacht voordoet, dat alle leerlingen treft en door de regering als zodanig wordt omschreven, van het minimumaantal van 1700 lestijden moet kunnen worden afgeweken van technische vakken en beroepspraktijk waarin het leerplan voorziet, en dit aantal lestijden te verminderen door het te vermenigvuldigen met een enkele verminderingcoëfficiënt die door de regering wordt vastgesteld naar gelang van de duur van de verstoring of schorsing van de leergangen, voor alle leerlingen die zijn ingeschreven in het vijfde en zesde leerjaar van de gegroepeerde basisoptie "kinderverzorging" van de derde graad van het beroepssecundair onderwijs of in de gegroepeerde basisoptie "aspirant-nursing" van de derde graad van het technisch secundair onderwijs of in het zevende beroepsopleidingsjaar "kinderverzorger", gezien de moeilijkheid om te voldoen aan deze eis van 1700 lestijden in gevallen van overmacht, die als zodanig door de regering zijn aangewezen, totdat de betrokken leerlingen het kwalificatiegetuigschrift van het zevende jaar van het secundair beroepsonderwijs in de studierichting "kinderverzorger" behalen, als gevolg van de moeilijkheid om deze eis van 1700 lestijden na te leven in geval van overmacht;

Overwegende evenwel dat er een minimumaantal lestijden is voor algemene, bijzondere en filosofische vakken enerzijds en voor technische vakken en beroepspraktijkvorming anderzijds, beneden hetwelk het niet wenselijk is te gaan, omdat anders de verwerving door de leerlingen van de basiskennis en -vaardigheden van het beroep in gevaar wordt gebracht;

Overwegende dat het noodzakelijk is, wanneer zich een geval van overmacht, als zodanig door de regering omschreven, voordoet, dat tot gevolg heeft dat de verwezenlijking van de 1000 stagelestijden voor alle leerlingen die zijn ingeschreven in een van de drie jaren die leiden tot het kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger", om te kunnen afwijken van het aantal van minimaal 1000 stagelestijden die met vrucht moeten worden volbracht om te worden toegelaten tot de kwalificatieproef van "kinderverzorger" en om dit aantal lestijden te verminderen, door vermenigvuldiging met een unieke, door de regering vastgestelde verminderingcoëfficiënt, wanneer zich een geval van overmacht voordoet, dat als zodanig door de regering wordt omschreven en dat het moeilijk maakt de 1000 stagelestijden uit te voeren naar gelang van de duur van de door het geval van overmacht veroorzaakte verstoringen;

Overwegende dat er echter een minimumaantal stagelestijden is waaronder het niet wenselijk is te gaan, omdat anders de leerlingen niet alle kennis en vaardigheden zullen kunnen verwerven die voor de uitoefening van het beroep vereist zijn;

Overwegende dat er geen objectieve redenen zijn waarom de minister bevoegd voor het secundair onderwijs, of zijn afgevaardigden, nog de kwalificatiegetuigschriften "kinderverzorger" zouden viseren, aangezien dit niet het geval is voor de andere kwalificatiegetuigschriften;

Overwegende dat de stages die worden georganiseerd voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging", "kinderverzorger" en "aspirant-nursing" verplicht worden gesteld voor het verkrijgen van het kwalificatiegetuigschrift;

Overwegende dat de leerlingen die voor deze gegroepeerde basisgroepen zijn ingeschreven, de stages in beginsel niet tijdens de winter-, lente- en zomervakantie kunnen verrichten;

Overwegende dat, wanneer zich een door de regering als zodanig omschreven geval van overmacht voordoet, moet worden afgeweken van de verplichting om bij de Algemene Directie Leerplichtonderzoek een verzoek om afwijking in te dienen, met het oog op uitstel van de stageperiode tussen 1 september en 30 juni;

Overwegende dat het dan aan de klassenraad toekomt om, in overleg met de kwalificatie-examencommissie, het uitstel van de stage in het dossier van de leerling vast te leggen;

Overwegende dat de verdeling van de stageperiodes per leerjaar in de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging", "aspirant-nursing" en "kinderverzorger" moet worden afgeschaft en dat de voltooiing ervan in plaats daarvan moet worden nagestreefd aan het einde van de opleiding in haar geheel;

Overwegende dat er momenteel geen objectieve reden is om van de leerlingen te verlangen dat zij aan het einde van het zesde jaar een verschillend minimumaantal stagelestijden hebben volbracht, naar gelang van de gevolgde gegroepeerde basisoptie;

Overwegende dat het ook dienstig is de types stages aan te passen aan de huidige eisen van het beroep van kinderverzorger;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is de inhoud te wijzigen van de bijlagen 1 en 2, bedoeld in artikel 9 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot vaststelling van de geldigheidsvoorwaarden en de verdeling van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant-nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs en voor het 7de jaar dat leidt tot het kwalificatiegetuigschrift "kinderverzorger";

Overwegende dat het eveneens noodzakelijk is de inhoud te wijzigen van de bijlagen 36 en 37, bedoeld in artikel 19, § 6, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan, en de vermelding van de stage op de kwalificatiegetuigschriften die zijn afgegeven in de basisgroep "kinderverzorger" te schrappen, en wel om te voorkomen dat leerlingen die hun kwalificatiegetuigschrift hebben behaald zonder dat zij, door een geval van overmacht, het minimum van 1000 stagelestijden hebben kunnen volbrengen, benadeeld worden;

Overwegende dat het ook dienstig is de inhoud van bijlage 54, bedoeld in artikel 26 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan en om de effectieve afgifte mogelijk te maken van de bekwaamheidsbewijzen, op om het even welk ogenblik tijdens het schooljaar tot 1 december 2020, behaald tijdens het aanvullend jaar in de derde graad van de kwalificatieafdeling (C3D), voor de basisopties gegroepeerd buiten de CPU-regeling, aan het einde van het schooljaar 2019-2020;

Overwegende dat het ook dienstig is de inhoud van bijlage 54, bedoeld in artikel 26 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan en om de effectieve afgifte mogelijk te maken van de bekwaamheidsbewijzen, op om het even welk ogenblik tijdens het schooljaar tot 1 december 2021, behaald tijdens het aanvullend jaar in de derde graad van de kwalificatieafdeling (C3D), voor de basisopties gegroepeerd buiten de CPU-regeling, aan het einde van het schooljaar 2020-2021;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster, wordt een derde lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"Wanneer zich een geval van overmacht voordoet, als dusdanig genoemd door de regering van de Franse Gemeenschap, dat alle leerlingen treft en hen verhindert ten minste 1.000 lestijden van algemene, bijzondere en filosofische opleiding, bepaald in het eerste lid, te volgen, kan dit minimumaantal lestijden verminderd worden door het te vermenigvuldigen met een verminderingcoëfficiënt die door de regering van de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld naar gelang van de duur van de verstoringen of van de opschorting van de lessen, en dit voor alle leerlingen die zijn ingeschreven voor een van de drie opleidingsjaren die leiden tot het getuigschrift van het zevende leerjaar van het beroepssecundair onderwijs in de studierichting "kinderverzorger", op voorwaarde dat zij aan het eind van het betrokken schooljaar ten minste het vijfde leerjaar van de gegroepeerde basisoptie "kinderverzorging" of "aspirant-nursing" met goed gevolg hebben afgesloten. De verminderingcoëfficiënt mag niet lager zijn dan 0,72.

Bij gebrek aan een andere door de regering van de Franse Gemeenschap vastgestelde waarde, wordt deze verminderingcoëfficiënt vastgesteld op 0,72."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Wanneer zich een geval van overmacht voordoet, als dusdanig genoemd door de regering van de Franse Gemeenschap, dat alle leerlingen treft en hen verhindert ten minste 1700 lestijden van technische vakken en beroepspraktijk, bepaald in het eerste lid, te volgen, kan dit minimumaantal lestijden verminderd worden door het te vermenigvuldigen met een verminderingcoëfficiënt die door de regering van de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld naar gelang van de duur van de verstoringen of van de opschorting van de lessen, en dit voor alle leerlingen die zijn ingeschreven voor een van de drie opleidingsjaren die leiden tot het getuigschrift van het zevende leerjaar van het beroepssecundair onderwijs in de studierichting "kinderverzorger", op voorwaarde dat zij aan het eind van het betrokken schooljaar ten minste het vijfde leerjaar van de gegroepeerde basisoptie "kinderverzorging" of "aspirant-nursing" met goed gevolg hebben afgesloten. De verminderingcoëfficiënt mag niet lager zijn dan 0,72.

Bij gebrek aan een andere door de regering van de Franse Gemeenschap vastgestelde waarde, wordt deze verminderingcoëfficiënt vastgesteld op 0,72."

Art. 3. De eerste paragraaf van artikel 4 van hetzelfde besluit wordt voortaan verwoord als volgt:

"Artikel 4. - § 1. Een student die in de loop van de drie studie jaren stages van minimaal 1.000 lestijden van 50 minuten als "kinderverzorger" verdeeld over de driestudiejaren "kinderverzorger", met vrucht heeft voltooid, wordt tot de kwalificatieproef "kinderverzorger" toegelaten."

In afwijking van het eerste lid kan, wanneer zich in de loop van de drie studie jaren een geval van overmacht voordoet, dat alle leerlingen getroffen heeft en als dusdanig door de regering van de Franse Gemeenschap wordt erkend, de student die met vrucht de stagelestijden heeft volbracht waarvoor het minimum aantal lestijden door de regering van de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld, toegelaten worden tot de kwalificatieproef "kinderverpleegkundige", door het aantal 1000 lestijden te vermenigvuldigen met een verminderingcoëfficiënt, vastgesteld door de regering van de Franse Gemeenschap op basis van de duur van de door het geval van overmacht veroorzaakte verstoringen, op voorwaarde dat de leerling het vijfde leerjaar van de basisgroep "kinderverzorging" of "aspirant-nursing" met vrucht heeft voltooid aan het einde van het schooljaar tijdens hetwelk het geval van overmacht zich voordoet. De verminderingcoëfficiënt mag niet lager zijn dan 0,72.

Bij gebrek aan een andere door de regering van de Franse Gemeenschap vastgestelde waarde, wordt deze verminderingcoëfficiënt vastgesteld op 0,72."

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot vaststelling van de geldigheidsvoorwaarden en de verdeling van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant-nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs en voor het 7de jaar dat leidt tot het kwalificatiegetuigschrift "kinderverzorger"

Art. 5. In artikel 3 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot vaststelling van de geldigheidsvoorwaarden en de verdeling van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant-nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs en voor het 7de jaar dat leidt tot het kwalificatiegetuigschrift "kinderverzorger", wordt de woorden "§1" ingevoegd voor de woorden "Tenzij men toelating heeft gevraagd aan de Minister".

Art. 6. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt een tweede paragraaf ingevoegd, luidend als volgt:

"§2. Wanneer een geval van overmacht, als dusdanig vermeld door de regering van de Franse Gemeenschap, zich voordoet dat alle leerlingen treft en hen verhindert het minimumaantal lestijden te volgen, bedoeld in artikel 4 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster, is de aanvraag om toelating zoals bedoeld in de eerste paragraaf van dit artikel niet nodig wanneer het uitstel plaatsvindt tussen 1 september en 30 juni. Het komt de klassenraad toe om, in overleg met de kwalificatie-examencommissie, het uitstel van de stages in het dossier van de leerling vast te leggen."

Art. 7. De paragrafen 1 en 2 van artikel 8 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 8. Paragraaf 3 van artikel 8 van hetzelfde besluit luidt nu als volgt:

§ 3. Op het einde van de drie studie jaren die leiden tot het behalen van het kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger/kinderverzorgster", moeten er ten minste 1000 stagelestijden worden gevolgd bij kinderen van ten hoogste 6 jaar, naar rata van:

- 1° minimum 400 lestijden bij kinderen opgevangen in crèches, zo mogelijk met kinderen met bijzondere behoeften;
- 2° minimum 250 lestijden in kleuterscholen, zo mogelijk met kinderen met bijzondere behoeften, met inbegrip van onthaalklassen;
- 3° minimum 150 en ten hoogste 200 lestijden die aan seminaries kunnen worden besteed; deze zijn inzonderheid bedoeld voor de voorbereiding van stages, de uitwisseling van ervaringen en multidisciplinaire reflectie;
- 4° minimum 80 lestijden voor stages gekozen door de student;
- 5° minimum 50 en maximaal 150 lestijden voor stages naar keuze van de school;
- 6° minimum 20 lestijden voor studiebezoeken; deze zijn bedoeld om een of ander aspect van het beroep te ontdekken of te illustreren.

Voor stages met kinderen met bijzondere behoeften, zowel in kinderdagverblijven als in kleuterscholen, moet de voorkeur worden gegeven aan inclusieve stages waar dat qua organisatie mogelijk is. Aan het eind van hun driejarige studie moeten de leerlingen tijdens ten minste één van hun stages hebben gewerkt met kinderen met bijzondere behoeften.

De overblijvende lestijden kunnen worden besteed aan hetzij het versterken van bovengenoemde stages, hetzij het nastreven van specifieke doelstellingen in verband met het inrichtingsproject."

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt een paragraaf 4 ingevoegd die als volgt luidt:

"Wanneer zich een geval van overmacht voordoet dat alle leerlingen treft en dat door de regering als zodanig wordt aangemerkt, en het minimumaantal van 1000 stagelestijden wordt verminderd, moet dezelfde verminderingcoëfficiënt worden toegepast op de in paragraaf 3 bedoelde minimum- en maximumlestijden, voor alle leerlingen die zijn ingeschreven voor een van de drie opleidingsjaren, op voorwaarde dat zij aan het einde van het betrokken schooljaar met vrucht het vijfde jaar van de gegroepeerde basisoptie "kinderverzorging" of "verpleegkundige in opleiding" hebben voltooid."

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Voor iedere leerling die het kwalificatiegetuigschrift heeft behaald, wordt een individueel register van de gevolgde stages opgesteld, waarvan het model in bijlage bij dit besluit is opgenomen."

Art. 11. In hetzelfde besluit worden de bijlagen 1 en 2 vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage I.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 12. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt bijlage 36 vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage II.

Art. 13. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, certificaten en brevetten afgeleverd tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt bijlage 37 vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage III.

Art. 14. In afwijking van punt 4, tweede lid, van bijlage 54 betreffende de richtlijnen voor het opstellen van getuigschriften, verslagen, certificaten en brevet die worden uitgereikt in het kader van studies, als bedoeld in artikel 26 van hetzelfde besluit, in het geval van een kwalificatiegetuigschrift, het studiegetuigschrift van het zesde jaar beroepsonderwijs, het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, het studiegetuigschrift van het zevende jaar technisch secundair onderwijs, bekwaamheidsattesten die een aanvulling vormen op het kwalificatiegetuigschrift of het getuigschrift van basiskennis management, afgegeven in het aanvullend jaar van de derde graad van het kwalificatieafdeling (C3D), voor de buiten de CPU-regeling gegroepeerde basisopties, aan het eind van het schooljaar 2019-2020, kan het bekwaamheidsbewijs op elk ogenblik van het schooljaar tot 1 december 2020 worden afgegeven.

Art. 15. In afwijking van punt 4, tweede lid, van bijlage 54 betreffende de richtlijnen voor het opstellen van getuigschriften, verslagen, certificaten en brevet die worden uitgereikt in het kader van studies, als bedoeld in artikel 26 van hetzelfde besluit, in het geval van het kwalificatiegetuigschrift, het studiegetuigschrift van het zesde jaar beroepsonderwijs, het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, het studiegetuigschrift van het zevende jaar technisch secundair onderwijs, bekwaamheidsattesten ter aanvulling van het kwalificatiegetuigschrift of het getuigschrift van basiskennis management, afgegeven in het aanvullend jaar van de derde graad van het kwalificatieafdeling (C3D), voor de buiten de CPU-regeling gegroepeerde basisopties, aan het eind van het schooljaar 2020-2021, kan het bekwaamheidsbewijs op elk moment van het schooljaar tot 1 december 2021 worden afgegeven.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding en slotbepalingen*

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen, met uitzondering van artikel 14, dat in werking treedt op 1 september 2020, en de artikelen 8 en 10, die in werking treden op 1 september 2021.

Art. 17. De minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 juni 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2021/203314]

**1. JULI 2021 — Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils
des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2020;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2019 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Ausübung der Zuständigkeiten im Bereich Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche, gebilligt durch das Dekret vom 12. Dezember 2019;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 2. April 2021;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 6. April 2021;

Aufgrund des Begutachtungsantrags innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, welcher dem Staatsrat am 26. Mai 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 vorgelegt wurde;

In Erwägung, dass das Gutachten nicht innerhalb dieser Frist mitgeteilt wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973;

In Erwägung, dass die Abänderungen des vorliegenden Erlasses sich auf nebensächliche oder systemkonforme Anpassungen des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung beschränken und diese somit nicht von allgemeiner Tragweite sind; dass die Abänderungen dennoch eine gewisse Dringlichkeit besteht, für die kontinuierliche Gewährleistung des öffentlichen Dienstes und eine größtmögliche Rechtssicherheit für die Bürger, Unternehmen und Verwaltungen zu sorgen; dass es unter diesen Umständen angebracht ist, gemäß Artikel D.1.4 § 1 Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung kein Gutachten des Beirats für Raumordnung zu beantragen;

In Erwägung der Richtlinie (EU) 2018/1972 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 über den europäischen Kodex für die elektronische Kommunikation;